

Document

Comment les hommes d'Al-Qaida sont arrivés au pouvoir en Libye

(par Thierry Meyssan - <http://www.voltairenet.org/>)

6 septembre 2011

Le Réseau Voltaire a reçu de nombreux courriers de lecteurs comportant des questions sur Al-Qaida en Libye. Afin de leur répondre, Thierry Meyssan a rassemblé les principaux éléments connus de ce dossier. Ces faits confirment son analyse, développée depuis le 11-Septembre, selon laquelle Al-Qaida est un milieu de mercenaires utilisé par les États-Unis pour combattre en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie, au Kosovo, en Irak, et maintenant en Libye, en Syrie et au Yémen.

Dans les années 80, la CIA incite Awatha al-Zuwawi à créer une officine en Libye pour recruter des mercenaires et les envoyer au jihad en Afghanistan contre les Soviétiques. À partir de 1986 les recrues libyennes sont formées au camp de Salman al-Farisi (Pakistan), sous l'autorité du milliardaire anti-communiste Oussama Ben Laden.

Lorsque Ben Laden se déplace au Soudan, les jihadistes libyens l'y suivent. Ils y sont regroupés dans leur propre compound. À partir de 1994, Oussama Ben Laden dépêche des jihadistes libyens dans leur pays pour tuer Mouammar Kadhafi et renverser la Jamahiriya populaire et socialiste.

Le 18 octobre 1995, le groupe se structure sous la dénomination Groupe islamique combattant en Libye (GICL). Durant les trois années qui suivent, le GICL tente par quatre fois d'assassiner Mouammar Kadhafi et d'instaurer une guérilla dans les montagnes du Sud. À la suite de ces opérations, l'armée libyenne —sous le commandement du général Abdel Fattah Younés— mène une campagne d'éradication de la guérilla, et la Justice libyenne lance un mandat d'arrêt contre Oussama Ben Laden, diffusé à partir de 1998 par Interpol.

Selon l'agent du contrespionnage britannique David Shayler, le développement du GICL et la première tentative d'assassinat de Mouammar Kadhafi par Al-Qaida sont financés à hauteur de 100 000 livres par le MI6 britannique [1].

À l'époque, la Libye est le seul État au monde à rechercher Oussama Ben Laden, lequel dispose encore officiellement de soutiens politiques aux États-Unis bien qu'il se soit opposé à l'opération « Tempête du désert ».

Sous la pression de Tripoli, Hassan el-Tourabi expulse les jihadistes libyens du Soudan. Ils déménagent leurs infrastructures en Afghanistan où ils installent le camp de Shaheed Shaykh Abu Yahya (juste au nord de Kaboul). Cette installation fonctionne jusqu'à l'été 2001, lorsque les négociations de Berlin entre les États-Unis et les Talibans à propos du pipe-line transafghan échouent. À ce moment-là, le mollah Omar, qui se prépare à l'invasion anglo-saxonne, exige que le camp passe sous son contrôle direct.

Le 6 octobre 2001 le GICL est inscrit sur la liste établie par le Comité d'application de la résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il y figure toujours. Le 8 décembre 2004, le GICL est inscrit sur la liste des organisations terroristes établie par le département d'État des États-Unis. Il y figure toujours. Le 10 octobre 2005, le ministère britannique de l'Intérieur interdit le GICL sur

son territoire. Cette mesure est toujours valide. Le 7 février 2006, le Comité des Nations Unies prend des sanctions à l'égard de 5 membres du GICL et de 4 sociétés qui leurs sont liées, qui continuent impunément à opérer sur le territoire du Royaume-Uni sous protection du MI6.

Durant la « Guerre contre la terreur », la mouvance jihadiste s'organise. L'expression « Al-Qaida », qui désignait au départ une vaste base de données dans laquelle Oussama Ben Laden choisissait les mercenaires dont il avait besoin pour des missions ponctuelles, devient progressivement un groupuscule. Sa taille diminue au fur et à mesure de sa structuration.

Le 6 mars 2004, le nouveau chef du GICL, Abdelhakim Belhadj, qui s'est battu en Afghanistan aux côtés d'Oussama Ben Laden [2] et en Irak, est arrêté en Malaisie, puis transféré dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande où il est soumis au sérum de vérité et torturé. À la suite d'un accord entre les États-Unis et la Libye, il est renvoyé en Libye où il est torturé, mais par des agents britanniques cette fois, à la prison d'Abou Salim.

Le 26 juin 2005, les services secrets occidentaux organisent à Londres une rencontre d'opposants libyens. Ils constituent la « Conférence nationale de l'opposition libyenne » en unissant trois factions islamiques : les Frères musulmans, la confrérie des Sénoussi, et le GICL. Leur manifeste fixe trois objectifs :

- renverser Mouammar Kadhafi ;
- exercer le pouvoir pour un an (sous le nom de « Conseil national de transition ») ;
- rétablir la monarchie constitutionnelle dans sa forme de 1951 et faire de l'islam la religion d'État.

En juillet 2005, Abu al-Laith al-Liby parvient contre toute vraisemblance à s'échapper de la prison de haute sécurité de Bagram (Afghanistan) et devient l'un des chefs d'Al-Qaida. Il appelle les jihadistes du GICL qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre Al-Qaida en Irak. Les Libyens deviennent majoritaires parmi les kamikazes d'Al-Qaida en Irak [3]. En février 2007, al-Liby conduit une attaque spectaculaire contre la base de Bagram alors que le vice-président Dick Cheney s'apprête à la visiter. En novembre 2007, Ayman al-Zawahiri et Abu al-Laith al-Liby annoncent la fusion du GICL avec Al-Qaida.

Abu al-Laith al-Liby devient l'adjoint d'Ayman al-Zawahiri, et à ce titre le numéro 2 d'Al-Qaida puisque l'on est sans nouvelles d'Oussama Ben Laden. Il est tué par un drone de la CIA au Waziristan, fin janvier 2008.

Durant la période 2008-2010, Saif el-Islam Kadhafi négocie une trêve entre la Jamahiriya et le GICL. Celui-ci publie un long document, *Les Etudes correctrices*, dans lequel il admet avoir commis une erreur en appelant au jihad contre des coreligionnaires dans un pays musulman. En trois vagues successives, tous les membres d'Al-Qaida sont amnistiés et libérés à la seule condition qu'ils renoncent par écrit à la violence. Sur 1 800 jihadistes, plus d'une centaine refuse cet accord et préfère rester en prison.

Dès sa libération, Abdelhakim Belhadj quitte la Libye et s'installe au Qatar.

Début 2011, le prince Bandar Bin Sultan entreprend une série de voyages pour relancer Al-Qaida en élargissant son recrutement, jusqu'ici presque exclusivement arabe, aux musulmans d'Asie centrale et du Sud-Est. Des bureaux de recrutement sont ouverts jusqu'en Malaisie [4]. Le meilleur résultat

est obtenu à Mazar-i-Sharif, où plus de 1 500 Afghans s'engagent pour le jihad en Libye, en Syrie et au Yémen [5]. En quelques semaines, Al-Qaida, qui n'était plus qu'un groupuscule moribond, peut aligner plus de 10 000 hommes. Ce recrutement est d'autant plus facile que les jihadistes sont les mercenaires les moins chers du marché.

Le 17 février 2011, la « Conférence nationale de l'opposition libyenne » organise la « *journée de la colère* » à Benghazi, qui marque le début de la guerre.

Le 23 février, l'imam Abdelkarim Al-Hasadi proclame la création d'un Émirat islamique à Derna, la ville la plus intégriste de Libye dont sont originaires la majorité des jihadistes devenus kamikazes d'Al-Qaida en Irak. Al-Hasadi est un membre du GICL de longue date qui a été torturé par les États-Unis à Guantanamo [6]. La burqa devient obligatoire et les châtiments corporels sont rétablis. L'émir Al-Hasadi organise sa propre armée, qui débute avec quelques dizaines de jihadistes et en regroupe bientôt plus d'un millier.

Le général Carter Ham, commandant de l'Africom, chargé de coordonner l'opération alliée en Libye, exprime ses interrogations quant à la présence parmi les rebelles qu'on lui demande de défendre des jihadistes d'Al-Qaida qui ont tué des GI's en Afghanistan et en Irak. Il est relevé de sa mission qui est transmise à l'OTAN.

Un peu partout en Cyrénaïque « libérée », les hommes d'Al-Qaida sèment la terreur, pratiquant massacres et tortures. Ils se font une spécialité d'égorger les kadhafistes et de leur arracher un œil, et de couper les seins des femmes impudiques. L'avocat de la Jamahiriya, Me Marcel Ceccaldi, accuse l'OTAN de « complicité de crimes de guerre ».

Le 1er mai 2011, Barack Obama annonce qu'à Abbottabad (Pakistan), le commando 6 des Navy Seals a éliminé Oussama Ben Laden dont on était sans nouvelles crédibles depuis presque 10 ans. Cette annonce permet de clore le dossier Al-Qaida et de relooker les jihadistes pour en refaire des alliés des États-Unis comme au bon vieux temps des guerres d'Afghanistan, de Bosnie-Herzégovine, de Tchétchénie et du Kosovo [7]. Le 6 août, tous les membres du commando 6 des Navy Seals meurent dans la chute de leur hélicoptère.

Abdelhakim Belhadj revient dans son pays dans un avion militaire qatariote au début de l'intervention de l'OTAN. Il prend le commandement des hommes d'Al-Qaida dans les montagnes du Djebel Néfoussa. Selon le fils du général Abdel Fattah Younés, c'est lui qui commande le 28 juillet 2011 l'assassinat de son vieil ennemi qui était devenu le chef militaire du Conseil national de transition. Après la chute de Tripoli, Abdelhakim Belhadj ouvre les portes de la prison d'Abou Salim et libère les derniers jihadistes d'Al-Qaida qui y étaient détenus. Il est nommé gouverneur militaire de Tripoli. Il exige des excuses de la CIA et du MI6 pour le traitement qu'ils lui ont fait subir par le passé [8]. Le Conseil national de transition lui confie la charge de former l'armée de la Libye nouvelle.

Notes

[1] « David Shayler : “J’ai quitté les services secrets britanniques lorsque le MI6 a décidé de financer des associés d’Oussama Ben Laden” », *Réseau Voltaire*, 18 novembre 2005.

[2] « Libya's Powerful Islamist Leader », par Babak Dehghanpisheh, *The Daily Beast*, 2 septembre 2011.

[3] « Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye », par Webster G. Tarpley, *Réseau Voltaire*, 21 mai 2011.

[4] « La Contre-révolution au Proche-Orient », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 mai 2011.

[5] « CIA recruits 1,500 from Mazar-e-Sharif to fight in Libya », par Azhar Masood, *The Nation* (Pakistan), 31 août 2011.

[6] « Noi ribelli, islamici e tolleranti », reportage de Roberto Bongiorno, *Il Sole 24 Ore*, 22 mars 2011.

[7] « Réflexions sur l'annonce officielle de la mort d'Oussama Ben Laden », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 mai 2011.

[8] « Libyan commander demands apology over MI6 and CIA plot », par Martin Chulov, Nick Hopkins et Richard Norton-Taylor, *The Guardian*, 4 septembre 2011.